

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Un choix cornélien

**LES** mesures drastiques qui vont jusqu'à restreindre le fonctionnement des unités économiques pourraient affecter la vision de relance économique envisagée. Mais, le gouvernement avait-il vraiment une alternative devant cette flambée épidémique ?

**E. NDONG-ASSEKO**  
Libreville/Gabon

**L**A réaction gouvernementale était, plus ou moins, dans l'esprit de l'opinion. Devant la flambée des nouveaux cas de tests positifs au coronavirus (plus de 400 cas et deux morts entre le 11 et le 12 février 2021), et au regard de la responsabilité du gouvernement d'assurer le bien-être des populations qu'il assume depuis l'apparition le 12 mars 2020 du premier cas testé positif, et avec le maintien actuel (voire le durcissement) des dispositions sécuritaires, la marge de manœuvre semblait bien étroite. Parce que l'assouplissement des mesures sanitaires caractérisé par le prolongement du couvre-feu de 20 heures à 22 heures n'avait pas manqué de tonifier plusieurs activités tant sociales qu'économiques.

Dès lors, il y eut comme un regain de vie où un dynamisme réel qui s'était emparé d'une société sevrée depuis de longs mois d'activités. Ce regain était aussi tributaire, il faut le relever, des résultats positifs du combat sur le front de la lutte contre le nouveau coronavirus au Gabon. Les dispositions drastiques prises par le gouvernement ont eu pour conséquence de contenir une propagation de la pandémie. Certes, il y a eu des "moments chauds", des alertes fortes, comme dans le Woleu-Ntem, le Moyen-Ogooué et le Haut-Ogooué, sans compter le plus grand centre qu'a constitué la province de l'Estuaire, mais le déploiement des stratégies de lutte par le gouvernement a débouché sur un amenuisement de la progression du Covid-19 au Gabon. En témoignent les statistiques qui ont illustré l'efficacité des engagements gouvernementaux dans la lutte contre le nouveau coronavirus. Malgré cela, en raison du relâchement observé dans le

respect des gestes barrières, l'on a redouté une résurgence de la pandémie. C'est à croire que le peu de cas testés positifs a alors fait croire aux uns et aux autres, qu'en fait, cette maladie n'était qu'une vue de l'esprit. En fait qu'elle n'existait pas. Pourtant les ravages sont bien présents, avec ces familles traumatisées par les pertes humaines dues à cette pandémie. Au milieu de ce désarroi, il y a une chose que les pouvoirs ont en ligne de mire dans leur préoccupation fondamentale : la situation économique du pays. Tous les indicateurs sont au rouge. Le nouveau coronavirus est venu bouleverser toutes les prévisions des plus grands spécialistes de l'économie mondiale. Au Gabon, dire que tout est à revoir à partir des hypothèses réalistes est un euphémisme. Certes les autorités nationales n'ont pas occulté le caractère nocif de l'apparition du Covid-19, en ce qu'il vient ébranler toutes les certitudes fondées sur des bases de calculs réalistes, mais son ampleur déjoue toutes les projections possibles.

**NCEUD GORDIEN**• D'où il est nécessaire de reconsidérer la situation, à partir des fondements dont on sait qu'ils peuvent être modifiés à tout instant, au gré des humeurs et de la densité d'un Covid-19 qui est loin de nous avoir révélé tous ses secrets. Et c'est à ce niveau que se situe le nœud gordien pour le gouvernement. Il n'est d'ailleurs pas le seul dans cette instabilité compromettante. L'on se rappelle que l'efficacité des mesures gouvernementales face au Covid-19 s'était traduite par une révision à la baisse du durcissement des mesures barrières en ce qui concerne le fonctionnement de certaines entités économiques qui pouvaient rester ouvertes jusqu'à 22 heures. L'on a pu constater à cette occasion un renouveau dans de nombreux secteurs d'activité. Et c'est d'ailleurs à ce moment,

au détour d'une communication gouvernementale sur le Covid-19 (encore lui !) qu'il était question d'une relance forte de l'économie tablée sur plus de 2 %. C'était une volonté impérative.

Mais c'était sans compter avec la résurgence d'ampleur inattendue de cette maladie au Gabon. Ce qui a obligé les autorités, pour préserver les vies des populations, à revoir leurs stratégies de lutte proportionnellement à la fulgurance de la maladie. D'où le dilemme : comment, au milieu des restrictions drastiques actuellement liées au Covid-19 concilier les préoccupations liées à la santé des Gabonais et les exigences de relance économique ?

On ne le sait que trop, ce sont toutes ces entités économiques (PME/PMI, friperie, troquet, etc.) auprès desquels l'on collecte impôts divers que l'assiette fiscale s'élargit. Leur fermeture contrarie fortement l'idéal de renflouer les caisses de l'État. C'est dans cette situation intenable que se trouvent les décideurs : asphyxier l'économie à travers sa paralysie pour sauver les populations.



Photo : F. M. MOMBEO

**Les membres du gouvernement lors de la conférence de presse : quel avenir avec la relance de l'économie envisagée ?**



e n



Photo: Wilfried MBINAH

## Repenser la communication, un impératif



Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

DANS l'esprit des Gabonais planent comme une confusion ou une perception erronée de l'ensemble des mesures gouvernementales. Au terme de l'annonce des décisions du vendredi 12 février dernier, beaucoup d'entre eux ne sont pas parvenus à faire la différence entre confinement du Grand Libreville et confinement total. Pour eux, les deux expressions renvoient à la même réalité, alors qu'il n'en est rien. En vérité, le confinement du Grand Libreville tranche totalement avec le confinement total décrété en avril 2020, et qui interdisait les déplacements non-essentiels et non urgents.

Par contre, cette fois-ci, toutes les activités restent maintenues, mais à la seule différence que le couvre-feu est ramené à 18 heures et les déplacements du Grand Libreville vers l'arrière-pays sont interrompus pour le moment. À moins d'une dérogation spéciale associée à la présentation d'un test Covid-19 négatif. Plusieurs types de confusion de ce genre brouillent la compréhension que les Gabonais se font de la gestion de la crise et des mesures qui sont prises pour y parvenir. Tout comme beaucoup ne comprennent pas le fait que l'accès à un restaurant soit conditionné par la présentation d'un test Covid-19 négatif. Doit-on effectuer ce prélèvement PCR à chaque fois qu'on franchit le seuil

d'une structure de restauration? À travers les réseaux sociaux, on voit également certaines notes de service d'administrations publiques exigeant l'accès en leur sein à la présentation d'un document de dépistage au coronavirus. Autre source de confusion: pendant combien de temps ce confinement du Grand Libreville va-t-il durer? D'où la nécessité de repenser la manière de communiquer. Le gouvernement se doit donc d'expliquer les choses clairement, de manière précise et, surtout, de veiller à ne pas créer trop de zones d'ombre dans la compréhension des populations avec qui les autorités éprouvent déjà beaucoup de mal à faire adhérer le respect scrupuleux des gestes barrières.

Le marge de manœuvre pour concilier les mesures gouvernementales

## La vague grossit

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

406 nouvelles personnes contaminées par le Covid-19 (ce qui porte le nombre total de cas actifs à 970), deux nouveaux décès (ce qui porte à 73 le nombre de morts liés au coronavirus), 68 hospitalisations et 22 personnes en réanimation. Tels sont les chiffres communiqués le 12 février passé par le Copil. Ces données sont évidemment alarmantes pour les autorités. En effet, reportées à l'ensemble du continent africain, elles positionnent de nouveau le Gabon parmi les pays les plus touchés. Si

on se penche sur le nombre total de cas, on se rend compte qu'avec 12 577 personnes touchées par le Covid-19, depuis l'annonce du premier cas en mars passé, le Gabon est le 30e pays africain le plus touché. Les États les plus touchés étant l'Afrique du Sud (1,4 million de personnes) et le Maroc (478,135 cas). Pour rappel, 3,73 millions de cas positifs ont été recensés sur le continent africain samedi dernier, a annoncé le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Une situation identique pour les cas encore sous traitement. Le Copil a également annoncé, ce jour-là, avec les 406 nouveaux

cas, que le Gabon recense 970 personnes encore positives. Ce qui le place à la 32e place africaine. À Libreville, plus aucun quartier, du moins les plus importants, n'est épargné par le coronavirus. Pour le moment, en attendant une nouvelle mise à jour, 4 cas ont été récemment enregistrés à Nzeng-Ayong, 13 à Angondjé. Épargnés lors de la première vague, les établissements scolaires et secondaires commencent à payer un tribut à la pandémie. Des cas positifs ont été annoncés dans une dizaine de structures. Selon les données du Copil, Michel-Montaigne serait le plus atteint avec 22 jeunes testés po-

Photo: DR



sitifs. Et comme les conditions actuelles ne semblent pas favorables pour l'instant, le gouvernement a pris les devants. Ainsi, la fermeture des établissements, si d'autres cas sont positifs, est désormais envisagée.

De manière générale, la suite des événements va dicter la conduite du gouvernement. Une baisse induira un assouplissement des mesures, une hausse autorisera un durcissement.